

Bulletin UE-Haïti

#3 - jan/mar 2006



Signature des contrats de réhabilitation des routes Cap - Dajabon et PAP - Mirebalais



Le jeudi 8 décembre dans les locaux de la Primature, le chef de Délégation de la Commission Européenne en Haïti, l'Ambassadeur Marcel van Opstal a signé avec le Premier Ministre Gérard Latortue et le Ministre des Travaux Publics, des Transports et des Communication, Fritz Adrien, des contrats routiers de la première importance: le contrat de travaux pour la RN 6 de Cap Haïtien à Dajabon, en République Dominicaine et les contrats de travaux et supervision pour le tronçon de la RN 3 allant de Port au Prince à Mirebalais.



Le mauvais état actuel de la RN6, un des axes routiers principaux d'Haïti

Les travaux pour les 75 Km de route qui séparent Cap Haïtien de la ville frontalière Dajabon dureront trois ans et se chiffrent à environ 41 millions d'euro. C'est l'entreprise de génie civil Ghella qui a remporté l'appel d'offre pour la construction de cet important axe routier.

L'Union Européenne est persuadée que la réhabilitation de cet axe routier représente une première étape importante pour le développement de la côte nord, dont le potentiel de développement économique est un des plus importants d'Haïti grâce aux atouts touristiques, commerciaux et agricoles de cette zone. Entre autre, la réhabilitation de cette route entraînera une baisse des coûts de transport d'environ 4%, ce qui représente avec les flux d'échange actuels, un gain pour la collectivité d'environ 2 millions d'euros par an. A cela s'ajoute la création d'emplois dans le chantier de construction, et dans les secteurs du commerce et du transport.

Egalement, les travaux sur la route Port au Prince – Mirebalais, essentiels pour désenclaver la région du Plateau Central, auront une durée de 24 mois et coûteront environs 34 millions d'euros. Ce contrat de travaux a été signé avec l'entreprise espagnole ELSAMEX.

Le département du centre dispose d'un très fort potentiel agricole et l'amélioration des voies de communication est essentielle pour ouvrir à ses produits l'accès aux marchés.

La Commission Européenne et le Gouvernement ont aussi signé un contrat de financement pour le Fond d'Entretien Routier (FER), organisme récemment mise en place par l'état Haïtien pour garantir l'entretien régulier de son réseau routier. Cette subvention, d'un montant de 250 000 euros, permettra de lancer le démarrage opérationnel du FER.

L'UE accorde beaucoup d'importance à cette initiative qui est aussi importante que la construction de nouveaux tronçons de route: en effet, si des petits travaux d'entretien courant ne sont pas faits régulièrement, réhabiliter une route peut coûter jusqu'à 3 fois plus cher que sa construction initiale.

Lors de la cérémonie de signature le chef de Délégation de la Commission Européenne en Haïti, l'Ambassadeur Marcel van Opstal a déclaré : «Les infrastructures sont à la base du développement et l'amélioration des routes constitue une première importante démarche pour le relance économique du pays. Ainsi, l'Union Européenne rappelle, par des exemples concrets, l'engagement du citoyen européen auprès du peuple haïtien».

Délégation de la Commission Européenne en République d'Haïti

Immeuble Hexagone – 5eme étage
angle rues Clerveaux et Darguin, Pétiyon Ville - Haïti
Téléphones : (509) 256-8471 & 72/ 256-8489 à 91
Fax : (509) 256-8473 & 93
Email: delegation-haiti@cec.eu.int
Site Web: www.delhti.cec.eu.int

Le périmètre irrigué de Saint Raphaël, un exemple de développement rural durable.

Au Nord, dans la plaine de Saint Raphaël, la Commission Européenne finance depuis son début le projet de l'ONG Agro Action Allemande (AAA). Depuis 1996, avec plusieurs partenaires locaux, AAA travaille à la réhabilitation du réseau d'irrigation des 1200 ha de la plaine de St. Raphaël. Parallèlement, le programme prévoit plusieurs activités de promotion et commercialisation des produits aussi que de développement de l'autogestion paysanne.

Conjointement à la construction et à la réhabilitation des canaux d'irrigation, le projet intègre un important volet commercial, qui prévoit la transformation et la commercialisation des produits de la zone ainsi qu'un volet social pour le renforcement des organisations des producteurs et pour la participation des femmes aux activités agricoles et d'élevages.

Après plus de dix ans de travail sur place, les résultats sont évidents, mais le succès du projet n'aurait pas été possible sans la coordination et le partenariat avec des ONG locales, notamment le CCISR (Comité Central d'irrigation de St. Raphaël), OD4SS (Org. de Développement de la 4^{ème} Section Sanyago), OFM (Organisation Fanm Melène) et ANAM (An Avan Medam Garde Santiago)

Aujourd'hui, le réseau d'irrigation en aval du périmètre de St. Raphaël, comprenant plus de 25 km de canaux en maçonnerie, est entièrement réhabilité et le système d'irrigation est géré et utilisé de façon efficace et économique par les usagers.

Grâce au travail de formation réalisé au cours des années, les connaissances des paysans relatives à la technique de gestion, de culture et d'irrigation se sont améliorées et donnent leurs fruits.

L'agriculture est carrément une activité rentable dans le périmètre visé par le projet, et les groupements d'usagers de St. Raphaël disposent désormais de connaissances et expériences approfondies pour la commercialisation, le stockage et la transformation des produits agricoles.

La Commission Européenne a décidé récemment de donner son soutien financier au prolongement du projet, pour que le travail déjà réalisé ne soit pas en vain. Le développement durable demande un effort de long terme et un travail qui tienne compte des différents aspects du problème. Ainsi, les réalisations de Agro Action Allemande dans la plaine de Saint Raphaël nous rappellent que dans un secteur clé comme le développement rural, il faut prendre en compte autant la réhabilitation des infrastructures que la formation technique et le renforcement des organisations de base.



Travaux sur les canaux d'irrigation à St Raphael

L'UE s'engage dans le développement de la région Nord – Nord Est

L'Union Européenne attribue à la région Nord -Nord Est une importance capitale. Pour cette raison, la Commission Européenne envisage une stratégie coordonnée d'action pour le développement du potentiel de cette zone dans les prochains années.

Sur la base de son engagement dans les infrastructures routières, avec les travaux de réhabilitation qui ont démarré pour les routes Cap-Dajabon et Cap-Gonaives, l'Union Européenne se propose de favoriser un développement harmonieux du nord de l'île en mettant en œuvre dans les mois à venir des projets complémentaires.

Une étude a été commissionnée à l'agence COSINUS pour identifier une variété de propositions de projets et collecter les informations pour la programmation et l'identification des actions de réhabilitation dans tous les domaines. Cette étude, qui a comme titre «Schéma d'orientations pour les interventions du FED dans le Nord et le Nord-Est», vise à stimuler une réflexion autour des possibilités d'investissement dans la région soit pour la programmation des projets du Fond Européen de Développement, soit pour intéresser les autres acteurs privés et publics Haïtiens et internationaux.

Le potentiel économique de la région Nord -Nord Est pourrait arriver rapidement à s'exprimer en réalisant des projets dans les secteurs de l'agriculture, de l'adduction d'eau potable, de la voirie urbaine, de l'énergie électrique et de la réhabilitation des bâtiments publics.

Conscients que ces efforts ne doivent pas concerner uniquement la mégapole du Cap Haïtien mais rechercher un équilibre territoriale avec les autres localités de la région, le chef de délégation de la Commission Européenne en Haïti, Marcel van Opstal, a invité «les autres bailleurs de fonds et l'ensemble de la communauté du développement à travailler de concert avec les autorités haïtiennes pour atteindre cet objectif de développement harmonieux du littoral nord».

Pour sa part, la Commission Européenne a commencé son intervention en prenant en charge les travaux de réhabilitation sur les deux principaux axes de communication de la région : la RN1 jusqu'à Gonaives et la RN6.

Les travaux sur les 85 Km du tronçon de Route National 1 entre Cap Haïtien et Gonaives, ont démarré en Octobre 2005, et sont exécutés par la compagnie de génie militaire de la MINUSTAH grâce au financement

européen de 1 million d'euro des Fonds Européens de Développement. Mais encore plus importante pour l'impacte sur la population locale et sur la vie économique de cette région est la réhabilitation de la route reliant Cap Haïtien à Dajabon, en république Dominicaine, qui facilitera considérablement la circulation sur cet axe frontalier qui représente déjà 31% du total des échanges entre la République Dominicaine et la République d'Haïti, soit environ 4 millions d'euros par mois.



Le Port du Cap Haïtien, metropole du nord et deuxième ville d'Haïti

Une mission d'observation électorale de l'UE déployée en Haïti

L'Union Européenne, à l'invitation des autorités haïtiennes, a mis en place une Mission d'Observation Electorale (MOE) en Haïti pour observer le processus électoral en cours. Monsieur Johan Van Hecke, membre du Parlement européen et Vice-président de la sous-commission « Droits de l'homme », a été désigné comme Chef Observateur de la mission en Haïti.

Une équipe de neuf experts est basée à Port-au-Prince. Vingt-huit observateurs à long terme sont déployés sur tout le territoire national depuis le mois de décembre, en parallèle avec une trentaine d'observateurs à court terme, déployés seulement pendant les jours du scrutin. Une organisation identique est assurée pour les deux tours des scrutins.

La mission d'observation suit toutes les phases du processus électoral. Elle examine, d'après les normes internationales établies dans le domaine électoral, le cadre juridique et politique, le déroulement de la campagne, l'activité des médias, les préparatifs électoraux, le scrutin et le dépouillement, l'agrégation des résultats, ainsi que la période post-électorale et le traitement des plaintes éventuelles.



Observation électorale à Jérémie

A cette fin, la mission rencontre de nombreux acteurs du processus électoral dont les autorités électorales, des candidats et des partis politiques, des représentants de la société civile et des médias, des autorités administratives ainsi que des représentants de la communauté internationale apportant leur appui au processus électoral.

La mission d'observation publie, en toute indépendance, une déclaration préliminaire au lendemain de chaque scrutin, puis un rapport final détaillant les conclusions de la mission et formulant des recommandations en vue d'améliorations possibles.

L'Union Européenne espère que la présence d'une telle mission permettra aussi de renforcer la transparence du processus électoral ainsi que la confiance des électeurs.



L'Autriche assume la Présidence du Conseil de l'Union Européenne

L'Union Européenne a un système de présidence qui garantit la représentation de tous les 25 états membres. Chaque six mois, un pays assume la présidence du conseil de l'Union Européenne. Cela signifie que les représentants de son gouvernement organisent et président les réunions régulières entre ministres et chefs d'état qui se tiennent pendant son semestre.

A partir du 1^{er} janvier 2006, l'Autriche prendra la place du Royaume Uni jusqu'au 31 juin. En Haïti, en absence de représentation autrichienne, c'est la France qui assume la présidence de l'UE.